

AVRIL 89-AVRIL 2004

Se souvenir des déportés

Sur l'initiative de l'Ajd et du Plej, les partis d'opposition (App, Rfd, Fp, Ufp, Pcd...) ont organisé dimanche 25 avril au siège de l'Ajd, une conférence de presse portant sur la situation des déportés d'avril 89. Tour à tour, les leaders ont regretté les événements, apportant à l'occasion leur soutien aux Mauritaniens qui se trouvent encore dans les camps de réfugiés maliens et sénégalais. Les responsables de l'opposition qui se sont dressés contre la politique du gouvernement mauritanien -qui ne reconnaît pas l'existence de ces réfugiés-, ont déploré l'attitude des pouvoirs publics sénégalais et celle du H.C.R. solidaires de Nouakchott. Les conditions dans lesquelles survivent ces camps ont été présentées et les revendications des déportés reprises par

les conférenciers qui ont souhaité que la page des réfugiés soit définitivement tournée au grand bien de ceux-ci. Au terme du point de presse, les leaders politiques de l'opposition ont réitéré leur soutien aux réfugiés qui "refusent de rentrer chez eux sans assurances officielles". Puis, l'assemblée des partis politiques a décidé de mettre en place des commissions techniques chargées de réactualiser le dossier des déportés. Ce groupe de travail devra aussi s'atteler à trouver les voies et moyens susceptibles d'apporter une issue au calvaire des réfugiés. Puis, les partis politiques ont décidé de former des délégations qui se rendront dans les camps afin d'évaluer la situation et prendre contact avec les populations.

C.A

Déclaration sur la situation des déportés et réfugiés mauritaniens (A.P.P)

A la suite d'un incident survenu le 9 avril 1989, entre cultivateurs et éleveurs sénégalais et mauritaniens, incident qui a été suivi par des troubles qui ont secoué des semaines durant les deux pays et occasionné de nombreuses victimes et des dommages matériels considérables de part et d'autre, des populations innocentes furent expulsées, dépouillées de tout leurs biens.

C'est trois mois après, profitant de ces circonstances malheureuses, que des services publics mauritaniens, administration, services de sécurité et des éléments troubles téléguidés suivant un plan bien ourdi, prirent pour cibles des populations négro-africaines à travers tout le pays, en particulier dans leurs villages et hameaux le long du fleuve Sénégal et du Karakoro, y commettant les pires exactions et atrocités au grand dam de l'opinion nationale et internationale. Le bilan de ces événements est proprement tragique : villages incendiées par centaines, leurs habitants terrorisés, massacrés, leurs biens meubles et immeubles pillés; c'est dans ces conditions que près de deux cent mille personnes toutes catégories sociales confondues, n'ont eu la vie sauve qu'en se réfugiant dans les grands centres urbains ou dans les pays voisins (Sénégal, Mali) avant d'être rejointes par des contingents de déportés par les services de sécurité de l'État mauritanien. C'est ainsi que quinze années durant, ces compatriotes vivent le calvaire de l'exil à l'étranger, de nombreuses personnes qui n'ont pu survivre aux événements sont mortes traumatisées; des enfants y ont grandi, d'autres y sont nés, loin de leur patrie, menant la lutte pour la survie à côté de leurs parents, caressant l'espoir de revenir dignement dans leur pays; certains écrasés, sont revenus dans l'anonymat sans même pouvoir recouvrer leur nationalité, d'autres enfin sont allés tenter un avenir sous d'autres cieus. Depuis quinze ans, des voix multiples : partis politiques, syndicats, organisations de défense des droits de l'homme tant à l'intérieur qu'à l'extérieur n'ont cessé de dénoncer cet état de fait et d'exiger d'y mettre fin. Alliance Populaire Progressiste commémore avec tristesse et colère ces événements tragiques, salue la mémoire de toutes les victimes innocentes en ce jour anniversaire; interpelle le gouvernement mauritanien et exige de lui de prendre enfin toutes les mesures adéquates et urgentes pour le retour organisé, la restitution des biens spoliés ou, l'indemnisation des victimes et la réinsertion des déportés et réfugiés; exige dans le même ordre d'idées, la restitution de tous les biens des mauritaniens expulsés du Sénégal et des Sénégalais chassés de Mauritanie; exige une politique conséquente de réinsertion sociale des rapatriés (muçafrines); demande la création d'une commission nationale indépendante chargée de cette opération composée d'élus nationaux, locaux et de membres de la société civile. APP lance enfin, un appel pressant au H.C.R., aux pays frères et amis de la Mauritanie pour intervenir et aider à la réussite du règlement définitif de ce drame national.

Nouakchott, le 24 avril 2004

Alliance Populaire Progressiste